

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

AVENANT N° 15 DU 28 SEPTEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2012
(BOURGOGNE)

NOR : ASET1251410M
IDCC : 1596

Entre :

La FFB Bourgogne ;

La CAPEB Bourgogne ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR CGT-FO BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

Pour les coefficients 170 et 185 :

– partie fixe (PF) : 594,602 € ;

– partie variable (VP) : 5,060 €.

Pour les coefficients 210 à 270 :

– partie fixe (PF) : 597,503 € ;

– partie variable (VP) : 5,084 €.

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé forfaitairement le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, à 1 428,73 €.

Soit une grille qui s'établit ainsi du coefficient 150 au coefficient 270 :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE			SALAIRE MINIMUM	
Niveau	Position	Coefficient	Horaire	Mensuel
I	1	150	9,42	1 428,73
	2	170	9,59	1 454,52
II		185	10,09	1 530,35
III	1	210	10,98	1 665,34
	2	230	11,65	1 766,96
IV	1	250	12,32	1 868,57
	2	270	12,99	1 970,19

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail (DGT) du ministère du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Fait à Dijon, le 28 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)